

FONCIER AGRICOLE

Chelghoum accélère le processus d'assainissement

Dans le cadre de sa visite de travail au complexe avicole Tidjania, dans la commune de Aïn El Beïda, dans la wilaya de Ouargla, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslam Chelghoum, a souligné la nécessité «d'achever l'opération d'assainissement du foncier agricole, en cours à travers les wilayas du pays, en vue de récupérer tout le foncier attribué dans le cadre de la concession agricole et non exploité».

A cet égard, le ministre a indiqué la nécessité d'en finir avec ce dossier le plus tôt possible, car il revêt un intérêt particulier et qu'il faudrait «en finir avec les investisseurs aventuristes».

Pour rappel, le 5 janvier dernier, lors de son intervention au Conseil de la nation, Abdeslam Chelghoum avait indiqué qu'une commission a été mise sur pied pour élaborer un plan global, visant à réhabiliter les terres agricoles abandonnées ou peu exploitées ; affirmant qu'«un recensement de toutes les terres non exploitées est en cours. Ceux qui n'ont pas procédé à la mise en valeur des terres dont ils ont bénéficié seront déchus de leurs droits et les terres seront récupérées et attribuées à d'autres demandeurs conformément à la réglementation en vigueur». Ces terres en jachère constituent 48% de la superficie globale des terres

agricoles du pays, un potentiel négligé qui doit être mis à profit très rapidement.

Dans ce cadre, le ministre a appelé à soutenir les opérateurs en mettant à leur disposition tous les moyens de soutien et de les accompagner, notamment ceux qui investissent dans la région du sud du pays et les Hauts-Plateaux, afin de développer les filières agricoles stratégiques tels la céréaliculture et les maraîchages afin de propulser l'économie nationale.

En s'enquérant d'un périmètre pastoral, dans la zone de Bekrat, le ministre a écouté les doléances de chameliers, liées au manque de forages et a appelé à la prise en charge des préoccupations des éleveurs. Abdeslam Chelghoum a également demandé des informations concernant l'étude de l'élevage et les zones pastorales sahariennes, supervisée par le



Abdeslam Chelghoum, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Commissariat au développement de l'agronomie en régions sahariennes (CDARS, Ouargla) et portant sur l'amélioration des conditions d'élevage à travers 9 wilayas sahariennes et 17 communes semi-sahariennes (step-piques). Le ministre a également suivi un exposé sur le projet de la conservation des forêts de la wilaya de Ouargla, avant de visiter le complexe aquacole

Dunes, sis dans la commune de Hassi Benabdallah, dans la périphérie de Ouargla. Cette ferme aquacole, opérationnelle depuis 2004, financée à hauteur de 454 millions de dinars, produit près de 1 000 tonnes de poisson d'eau douce, dont le poisson-chat et le tilapia du Nil.

M. Chelghoum s'est ensuite rendu dans une oliveraie de 200 ha, spécialisée dans l'oléicultu-

re, cultivant les variétés Chemlal, Sigoise, Arbequina et Arbosana, dont le propriétaire ambitionne de s'étendre sur une superficie de 1000 ha où il créera une pépinière.

L'accompagnement technique, dont a bénéficié cette exploitation qui renferme une huilerie d'une capacité de broyage et titration de 15 quintaux par heure, a été assuré par deux techniciens espagnols.

Le ministre a également pris connaissance du bon fonctionnement d'une exploitation céréalière et d'élevage, sur une superficie de 500 ha, implantée dans la commune de N'goussa, à 30 km à l'ouest de Ouargla.

Le premier responsable du secteur agricole a souligné que le soutien à l'investissement agricole aiderait à réduire les factures d'importation dans les filières stratégiques, mais surtout à renforcer la stratégie tracée pour atteindre l'autosuffisance dans les deux prochaines années.

Le ministre devait poursuivre sa tournée, hier, dans la région de Ouargla, pour inspecter les activités agricoles dans la région de Hassi Messaoud.

Mounia Amine-Seka

SALON DE L'EMPLOI

La formation professionnelle au service de l'emploi

«L'emploi et la formation pour booster le développement économique». C'est la thématique retenue pour la 4^e édition du Salon national de la formation continue et par apprentissage, qui a ouvert ses portes hier au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, à Alger.

Selon le commissaire du Salon, Ali Belkhir, «ce Salon de trois jours se veut un espace de rencontre entre les différents acteurs de la formation professionnelle afin de leur permettre de proposer leurs prestations et développer des partenariats». Mieux, il fera savoir que cet espace «permettra aux écoles de proposer des formations spécialisées en direction d'entreprises à la recherche de par-

tenaires pour prendre en charge leurs plans de formation interne». Le Salon, proprement dit, concerne «les jeunes qui sont à la recherche d'une formation susceptible de leur ouvrir la voie à un emploi, et aussi de perfectionner la formation pour ceux qui ont en déjà ». «Il s'agit également des jeunes universitaires qui ont créé leurs propres entreprises, mais qui manquent d'expérience et de connaissances en matière de gestion et de management. «Notre objectif est de faciliter le contact entre ces différents acteurs en mettant à leur disposition cet espace pour échanger idées et expériences et de faire des propositions pour développer les partenariats», a ajouté M. Belkhir. Selon des participants, ce Salon se veut un espace où on «peut jouer un

rôle important dans le secteur économique, notamment en matière d'encadrement, d'orientation et de développement d'une ressource humaine de qualité».

Pour Mustapha Oualloche, organisateur, «l'importance de la formation étant un élément majeur pour élever le niveau de la ressource humaine et ainsi améliorer le produit local, et contribuer au développement de l'économie nationale».

Il est à noter qu'une douzaine d'exposants relevant des secteurs public et privé prennent part à ce Salon, dont, notamment, la Société nationale de transport routier (SNTR), l'Entreprise nationale de la navigation aérienne (ENNA) l'Institut de formation en électricité et gaz (IFEG) du groupe Sonelgaz.

R. N.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIES ET DIGITALISATION

Siemens en partenariat avec le CDTA

Le Centre de développement des technologies appliquées (CDTA) a signé hier au Centre des conférences (CIC) d'Alger un partenariat avec la multinationale Siemens, l'un des leaders mondiaux de l'innovation, dans le transfert de techniques et de savoir-faire.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – Présente en Algérie depuis 55 ans, Siemens s'investit de plus en plus dans la matière grise algérienne à travers son implication dans la formation de compétences dans ses trois domaines clés :

Electrification, Automatisation et Digitalisation (EAD).

C'est l'année dernière que le Master Siemens, élaboré par la multinationale en collaboration avec l'Université des sciences et des technologies-Houari Boumediène (USTHB)

d'Alger, comptait près de 180 diplômés qui ont reçu des opportunités d'emploi dès leur graduation. Toujours en association avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Siemens a ratifié hier un autre partenariat avec le CDTA cette fois-ci portant sur l'équipement du Centre de divers matériels et logiciels industriels. Et ce, pour mettre en fine une plateforme «Industry 4.0» à vocation de développement,

d'ingénierie et de formation.

Présent à la cérémonie de signature, Klaus Helmrich, membre du Conseil d'administration de Siemens, a déclaré que l'atout majeur de l'Algérie est la jeunesse de sa population. L'importance du taux de pénétration technologique au sein de la société algérienne est évidemment un autre facteur attirant considérablement la nature des investissements de Siemens.

N. B.

Les délégués des étudiants en pharmacie et chirurgie dentaire reçus par Sellal

Après des mois de protestations, des dizaines de rassemblements empêchés et réprimés, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a tenu sa promesse, twitter le 2 février dernier.

Reçus, hier, les délégués des étudiants en pharmacie et chirurgie dentaire ont pris note des décisions prises concernant leurs revendications.

Sur le reclassement de l'échelon de la grille salariale, le Premier ministre a daigné les reclasser à l'échelon 14 au lieu de 16, réclamé par les grévistes. Une solution provisoire, leur a-t-il promis, en attendant un projet de loi. Selon les délégués, la totalité des revendications n'a pas été prise en charge lors de l'audience, mais le Premier ministre a donné des instructions afin que les délégués soient reçus au ministère de la Santé dans une semaine. Quant aux nouvelles spécialités, Abdelmalek Sellal promet leur ouverture à partir de la rentrée prochaine. Le Dr Lyes Merabet, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), s'est félicité de la décision du Premier ministre, restant persuadé qu'il est possible de répondre aux revendications, à condition que les responsables se dissocient de la condition politique partisane devant chaque situation de crise. Affaire à suivre.

M. A.-S.